



COMMUNIQUE DE PRESSE / 23 NOVEMBRE 2007
EMBARGO: Mardi 27 novembre 2007, 00h01 GMT

L'industrie pharmaceutique met en péril son propre avenir en empêchant des millions de personnes pauvres d'avoir accès aux médicaments

Publication du rapport d'Oxfam International "*Investing for life*" sur les pratiques économiques des 12 plus grandes entreprises pharmaceutiques : Abbott, AstraZeneca, Bristol-Myers Squibb, GlaxoSmithKline, Eli Lilly, Johnson & Johnson, Merck, Novartis, Pfizer, Roche, Sanofi-Aventis and Wyeth.

Selon un rapport publié aujourd'hui par Oxfam International, l'industrie pharmaceutique empêche des millions de personnes pauvres d'avoir accès aux médicaments, mettant ainsi en péril son propre devenir, car **les entreprises du secteur refusent d'adapter leur offre commerciale aux marchés des pays en développement.**

Le rapport "*Investing for Life*" étudie les cas des **12 plus importantes entreprises pharmaceutiques**, analysant leurs politiques de prix pour les médicaments, leurs résultats en termes de production de médicaments adaptés aux pays pauvres et leur position sur la protection des droits de propriété intellectuelle.

Oxfam International affirme que l'industrie pharmaceutique n'assure pas un accès universel aux médicaments parce qu'elle refuse d'en faire l'élément central de son modèle économique. Par conséquent, elle ne pourra profiter du plein potentiel des marchés émergents, pourtant perçus comme la prochaine étape de sa réussite financière.

Selon un important cabinet de conseil, la baisse de confiance des investisseurs dans l'industrie pharmaceutique a coûté mille milliards de dollars aux actionnaires.

"L'industrie pharmaceutique pratique la politique de l'autruche. **Plus de 85% des consommateurs dans le monde n'ont pas ou peu accès aux médicaments** qu'elle produit. Les entreprises du secteur doivent reconnaître que fixer des prix élevés, supprimer les médicaments génériques de la concurrence, développer des médicaments uniquement à destination des personnes suffisamment riches pour se les acheter et lutter pour des lois de propriété industrielle (brevets) encore plus sévères relève d'une stratégie commerciale totalement inefficace vis-à-vis des marchés émergents, en plus d'être **moralement inacceptable**", a déclaré Jeremy Hobbs, directeur général d'Oxfam International.

"Les investisseurs s'inquiètent de la performance de l'industrie pharmaceutique. Ils savent que les marchés émergents représentent des marchés clés pour la croissance future du secteur, mais les entreprises ont répondu à ce nouveau défi de façon *ad hoc* et incohérente. C'est **dangereux à la fois pour l'industrie pharmaceutique et pour les populations pauvres**, qui continuent de faire face à des maladies dévastatrices telles que le paludisme, la tuberculose, l'asthme, le cancer ou encore le VIH/Sida, sans avoir accès à des médicaments financièrement abordables."

Le rapport révèle **les carences du secteur de l'industrie pharmaceutique** :

- qui **a échoué à mettre en place une politique systématique et transparente de fixation progressive des prix**, avec des prix correspondant au pouvoir d'achat des populations en ce qui concerne les médicaments essentiels ;
- qui **continue de négliger la recherche et le développement** relatifs aux maladies affectant majoritairement les populations pauvres des pays en développement ;
- qui **demeure inflexible en matière de protection de la propriété intellectuelle**, notamment en traînant les pays pauvres devant les tribunaux pour les empêcher d'avoir recours aux clauses de sauvegarde relatives à la santé publique ;
- qui **continue de beaucoup trop s'appuyer sur les donations** qui permettent de fournir des médicaments abordables aux populations, même si ce système n'est pas pérenne et s'avère parfois contre-productif.

Oxfam International remarque que **certaines compagnies proposent des prix différenciés**, mais cela reste extrêmement limité et ne concerne généralement que des maladies fortement reconnues, telles que le VIH/Sida.

Par ailleurs, ces prix ne sont pas proposés systématiquement dans le monde entier et restent souvent supérieurs aux moyens financiers des populations vivant dans les pays en développement. Oxfam International affirme que ces entreprises pharmaceutiques n'adaptent bien souvent leurs prix aux pays en développement qu'**en fonction de la visibilité dont bénéficient le pays ou la maladie concernés**.

Par exemple, les laboratoires Abbott vendaient le Kaletra (médicament anti-rétroviral) à 2 200 dollars par patient et par an dans les pays à faibles et moyens revenus tels que le Guatemala, où le salaire annuel moyen est de 2 400 dollars. Ce n'est que lorsque la Thaïlande a décidé d'appliquer une **licence obligatoire** pour faire diminuer le prix du Kaletra à 1 000 dollars, que le laboratoire Abbott a réduit le prix du Kaletra à 1 000 dollars par patient et par an à l'échelle mondiale.

Egalement en Thaïlande, **le géant français Sanofi-Aventis** proposait son médicament contre les maladies cardiovasculaires Plavix à un prix 60 fois supérieur à celui du Emcure, version générique indienne du médicament. En mars 2007, **Sanofi-Aventis a répondu à la menace d'une licence obligatoire en réduisant son prix de 70%**.

Le rapport d'Oxfam International affirme que **les entreprises pharmaceutiques n'investissent toujours pas suffisamment dans la recherche et le développement de médicaments ciblant des maladies prédominantes dans les pays en développement**. Entre 1999 et 2004, seules trois nouvelles molécules innovantes ciblant des maladies qui affectent ces pays ont été mises sur le marché, sur un total de 163 médicaments.

"Les personnes souffrant de la tuberculose – qui tue chaque année près de 2 millions de personnes – nécessitent un traitement de 6 mois, or **le médicament le plus récent date d'il y a 30 ans**", explique Helena Vines-Fiestas, auteur du rapport. "Les hauts niveaux de protection de la propriété intellectuelle n'ont pas donné lieu à la production de nouveaux traitements pour les maladies affectant les populations pauvres."

Malgré cela, d'après le rapport, l'industrie pharmaceutique continue d'affirmer que le régime international de la propriété intellectuelle n'empêche pas les populations pauvres d'avoir accès à des médicaments à prix abordable. Selon Oxfam International, ce point de vue est totalement



incorrect et absurde. Et surtout, **il n'est plus à prouver que la concurrence que représente les médicaments génériques constitue bel et bien la méthode la plus efficace pour réduire les prix des médicaments.**

Au cours de ces dernières années, **les entreprises pharmaceutiques ont intenté des procès ou exercé des pressions pour protéger leurs brevets** contre l'usage légitime de clauses de sauvegarde au nom de la santé publique par la Thaïlande, le Brésil ou l'Inde. "Ces tentatives sont opérées au détriment direct des populations pauvres", rappelle Oxfam International.

Pfizer a ainsi intenté un procès au gouvernement des Philippines pour l'usage de **clauses de sauvegarde invoquant la santé publique** à l'égard du médicament Norvasc.

"L'industrie pharmaceutique ne parvient pas à opérer les changements systématiques nécessaires pour répondre à la demande des pays en développement et assumer ainsi sa responsabilité de fournir des médicaments accessibles à tous. **La pression publique s'intensifiera si les entreprises continuent de recourir à des compromis inéquitables**, comme par exemple à l'égard des maladies fortement reconnues comme le VIH/Sida et le paludisme", a déclaré Helena Vines-Fiesta.

Le rapport conclut sur le fait que les compagnies pharmaceutiques devront revoir leurs approches en matière de brevets, de prix et d'investissement dans la recherche et le développement, en vue d'approvisionner les marchés des pays en développement et de rendre les médicaments accessibles aux populations pauvres. Ces compagnies devraient s'adapter aux réalités de ces marchés car **près de 80% des personnes vivant dans ces pays sont susceptibles de rester en deçà des seuils de pauvreté si elles doivent faire face à des coûts élevés de médicaments**, en particulier concernant les traitements à long terme.

"L'industrie pharmaceutique fait preuve d'une vision très étroite car elle pourrait gagner énormément à travailler avec les marchés émergents. Pour autant, elle continue d'appliquer aveuglément les mêmes stratégies vis-à-vis des pays pauvres. Aujourd'hui, **15% des populations riches consomment plus de 90% des produits pharmaceutiques**. Ainsi, ce sont aussi bien le secteur pharmaceutique dans son ensemble que des millions de patients qui sont perdants", conclut Jeremy Hobbs.

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO, Oxfam France – Agir ici / **01 56 98 24 45** ou **06 86 92 93 30** / afurio@oxfamfrance.org

NOTE :

Les 12 entreprises pharmaceutiques étudiées et consultées dans le cadre du rapport "*Investing for life*" sont : Abbott, AstraZeneca, Bristol-Myers Squibb, GlaxoSmithKline, Eli Lilly, Johnson & Johnson, Merck, Novartis, Pfizer, Roche, Sanofi-Aventis and Wyeth.